

Les Parlementaires pour un ordre mondial sont une association de parlementaires qui compte 85 députés et 20 sénateurs et qui existe dans plusieurs pays. Cette association s'intéresse au développement, au désarmement et à d'autres questions concernant la paix dans le monde et elle joue un rôle très actif ici même au sein du Parlement depuis de nombreuses années. Pour qu'un comité puisse accepter ou expulser des associations de parlementaires, ou puisse établir les critères les régissant, il faut qu'il soit dûment institué par la Chambre à laquelle il est tenu de faire rapport.

\* \* \*

### L'ÉDUCATION

#### LES FONDIS FÉDÉRAUX

**M. Howard Crosby (Halifax-Ouest):** Madame le Président, les Canadiens ont tout lieu d'être fiers de leur système d'enseignement. Certes, ce domaine relève de la compétence des provinces, mais le gouvernement du Canada a reconnu depuis longtemps déjà qu'il était dans l'intérêt national de subventionner l'enseignement. Le palier fédéral s'est donc non seulement chargé de son propre gré d'aider le secteur de l'enseignement, mais il a même fait inscrire dans une loi les modalités de sa contribution. Or aujourd'hui, le gouvernement du Canada renonce à ses responsabilités à cet égard.

La réduction des subventions accordées au secteur de l'enseignement postsecondaire qu'a annoncée le ministre des Finances sèmera la pagaille dans les universités canadiennes. Mais le plus grave, c'est que ces réductions seront source de grandes difficultés pour les milliers d'étudiants qui espéraient atteindre les buts qu'ils s'étaient fixés en matière d'instruction. Dans la plupart des cas, ni les étudiants, ni leur famille, ne sont en mesure de faire face au fardeau financier qui sera créé par suite de l'augmentation vertigineuse des frais de scolarité.

Plus précisément, le ministre des Finances a réduit l'aide financière nécessaire en ramenant l'augmentation statutaire de 11.9 p. 100 à un niveau arbitraire inférieur à 7 p. 100, en conformité du programme des six et cinq. A cause de cette réduction arbitraire les établissements d'enseignement postsecondaire vont manquer d'au moins 100 millions de dollars en subventions qui leur sont nécessaires. Il n'est donc guère étonnant que quelque 26,000 professeurs d'université et les 450,000 membres de la Fédération canadienne des étudiants soient en colère. L'ancien secrétaire d'État avait promis de limiter l'augmentation des frais de scolarité en leur appliquant la formule des six et cinq. La décision du gouvernement fédéral va au contraire rendre les frais de scolarité inaccessibles à bien des jeunes Canadiens.

● (1415)

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### L'ÉCONOMIE

#### LES DISCUSSIONS DES PREMIERS MINISTRES

**Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre):** Puisque le premier ministre, le vice-premier ministre et le ministre des Finances

### Questions orales

sont absents, madame le Président, c'est au premier ministre suppléant que je m'adresse. Hier soir, le premier ministre recevait à dîner ses homologues provinciaux pour discuter des problèmes économiques qu'éprouvent les Canadiens qui viennent de traverser l'hiver le plus terrible depuis 50 ans. Les Canadiens ont de plus en plus l'impression que leurs gouvernements, à tous les échelons, ne peuvent ni ne veulent les aider à faire face à leurs difficultés. Le premier ministre suppléant pourrait-il communiquer à la Chambre les résultats de cette rencontre de façon à rassurer les Canadiens qui craignent que l'on ne fasse rien pour le moment pour les aider?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports):** Oui, madame le Président. Le premier ministre vient tout juste de me téléphoner. Il m'a dit qu'il s'était entretenu avec ses homologues provinciaux au sujet de la situation économique. Il m'a communiqué la liste des sujets abordés. Il a ajouté que tous les premiers ministres ne s'étaient pas entendus au sujet de la convocation d'une conférence fédérale-provinciale pour étudier la situation économique, mais qu'il avait donné des instructions pour qu'on l'organise. Si, au cours des prochaines semaines, le premier ministre estime opportun de convoquer une conférence fédérale-provinciale, il la convoquera.

#### ON DEMANDE UNE RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES AU PRINTEMPS

**Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre):** Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Le vice-premier ministre vient de nous dire que le gouvernement envisage d'organiser une réunion avec les premiers ministres provinciaux. Comme le ministre des Finances n'a pas encore fixé la date de son budget et qu'il a insisté sur la nécessité de consulter les Canadiens, est-il disposé à approuver un sommet économique au printemps, comme le proposent les premiers ministres provinciaux?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Madame le Président, je tiens tout d'abord à me joindre au député de Mississauga-Sud pour souhaiter tous mes vœux de réussite au nouveau critique financier. J'espère que nous aurons de longs et heureux moments à passer ensemble...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lalonde:** ... et que nous entretiendrons de bonnes relations. Je rappelle à l'honorable représentante que je me suis déjà entretenu à deux reprises avec mes homologues provinciaux au sujet du budget, la première fois en décembre et à nouveau il y a quelques semaines, à Toronto. Comme elle le sait, j'ai tenu des consultations intensives avec divers groupes et associations et des représentants des secteurs économiques du pays. Mes homologues provinciaux parlent au nom de leur gouvernement tout comme je le fais au nom du gouvernement du Canada pour toutes les questions qui sont de notre ressort dans le domaine économique.